ASSEMBLÉE NATIONALE
17 mars 2018

SECRET DES AFFAIRES - (N° 675)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL52

présenté par
Mme Karamanli

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 33, après le mot :

« général »,

insérer les mots :

« , une menace pour les droits humains et les libertés fondamentales ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'amendement vise à concilier l'objet et les effets attachés au secret des affaires et ceux de la loi sur le devoir de vigilance